

150^e du Canada : ce qu'on ne fêtera pas

Jean-Claude Ravet

Number 791, July–August 2017

150^e du Canada : ce qu'on ne fêtera pas

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/85707ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Ravet, J.-C. (2017). 150^e du Canada : ce qu'on ne fêtera pas. *Relations*, (791), 14–16.

150^e DU CANADA



Christian Tiffet,
On n'oublie pas, 2017

Tiffet

CE QU'ON NE FÊTERA PAS

Jean-Claude Ravet

Le Canada fait partie de notre paysage intérieur, histoire, politique et culture obligent. Même pour les indépendantistes les plus invétérés comme moi. Le Québec est impensable sans son rapport avec le *Rest of Canada*, qu'importe qu'il soit d'amour-haine. Le Canada est depuis toujours un territoire de travail, de voyage, de vie, quand ce n'est pas d'appartenance.

Permettez-moi de puiser dans mon histoire familiale. Mon père et ma mère ont quitté la France pour le Canada au début des années 1950. Quand ils ont atterri à Vancouver, ils ne connaissaient pas l'existence du Québec. Après de petites « jobines » dans l'Ouest, mon père a déniché un travail plus stable dans la papeterie d'un petit village côtier de Colombie-Britannique, à 500 km au nord de Vancouver. C'est là que je suis né. Et c'est là qu'ils ont pris connaissance de l'existence du Québec, grâce aux Canadiens français qui y travaillaient en grand nombre et qui ont recommandé à mes parents – qui songeaient sérieusement à retourner en France, incapables de s'adapter au milieu anglophone – de tenter leur chance au Québec avant de prendre cette décision. Le Québec a été pour mes parents une terre d'accueil clémente, qui les a enracinés au pays, au point où ils se disaient davantage Québécois que Canadiens. La langue, qui est au cœur de la culture, y a été pour beaucoup.

Nous touchons là un point capital qui fait que le Canada restera toujours un pays morcelé, au moins culturellement – pensons aux Autochtones, à l'Acadie, aux Franco-Ontariens, aux Fransaskois, etc. L'unification du Canada s'est faite au prix de la dépossession et de l'assimilation forcée des peuples autochtones; de l'écrasement des Métis de l'Ouest canadien; de la lente et parfois brutale assimilation des Canadiens français en dehors du Québec, qui se sont vu privés d'enseignement en français dans leurs écoles. C'est sans parler du combat qu'ont dû mener les Québécois pour ne plus être traités économiquement et socialement comme un peuple colonisé et défendre leur langue commune. L'unification ne se fera jamais culturellement, mais elle pourrait se faire politiquement si les différentes régions et nations qui composent ce pays trouvent ensemble comment « unifier » la diversité en tenant compte de l'histoire, de la culture, des combats sociaux et politiques

En ce 150^e anniversaire de la Confédération, les célébrations battent leur plein. Aplanié par la machine à clichés et les réjouissances officielles, l'image lisse de l'histoire pourtant conflictuelle du Canada nous est à nouveau servie ad nauseam. Ce dossier vise à remettre certaines pendules à l'heure – notamment sur le colonialisme qui caractérise l'entreprise canadienne depuis ses origines – et à réfléchir aux lignes de fracture qui sont aux fondations de ce pays, au cœur de son identité. Comment dépasser la logique extractiviste et capitaliste qui oriente le développement du Canada, au détriment des peuples qui l'habitent? Quels sont la place et l'avenir de ces peuples – en particulier les peuples autochtones et québécois –, au sein d'un pays qui n'assume pas son caractère plurinational?

de chacun. Cela ne se fera pas en prêchant un multiculturalisme éthéré, qui ne ferait qu'officialiser de nouveau une fiction politique stérile parce que produite par en haut, sans assise populaire, comme ce fut le cas avec la fondation du Dominion en 1867 – faussement appelé *confédération* alors que le Canada est en réalité une fédération – et avec le rapatriement unilatéral de la Constitution en 1982. Pierre Elliott Trudeau croyait alors faire acte de fondation d'un coup de baguette magique.

Ce n'est pas pour rien que les festivités du 150^e anniversaire du Canada sont marquées par une commémoration édulcorée de l'histoire du pays. Il aurait été franchement malaisé pour le

gouvernement fédéral de faire autrement, sans gâcher la fête, tant cette histoire «réelle» suinte le projet colonial, capitaliste et impérialiste, comme le rappellent plusieurs contributeurs de ce dossier. Ceux qu'on appelle les «Pères de la Confédération» ont plutôt la carrure d'hommes d'affaires ambitieux que celle de fondateurs, représentants qu'ils étaient d'une bourgeoisie avide de faire main-basse sur ce vaste territoire riche en ressources au profit de leur enrichissement privé. La fondation du Canada comme nation indépendante de l'Empire britannique est en effet indissociable d'une entreprise mercantile bien orchestrée de la part d'une élite qui voyait d'un bon œil son émancipation relative de l'empire, celle-ci permettant le déploiement d'institutions nationales adaptées à leurs intérêts très privés.

La construction du chemin de fer *from coast to coast* est le symbole même de cette unification du pays sous le signe de la circulation des marchandises et de l'établissement de colons blancs et anglophones en lieu et place des Métis et des Autochtones dont la présence était devenue franchement encombrante sinon un obstacle au *nation-building*. La figure emblématique de cette entreprise coloniale est sans nul doute John A. MacDonal, un des Pères de la Confédération, dont notre ministre fédérale du Patrimoine, Mélanie Joly, a osé faire l'éloge, en janvier dernier, invitant à s'instruire de «sa vision d'un pays qui valorisait la diversité, la démocratie et la liberté»...

Dans le contexte des festivités officielles, notre dossier jouera peut-être le rôle de «casseux de party». Il ne cherche en fait qu'à remettre les pendules à l'heure pour sortir des ornières du présent, en appelant à une refondation radicale sur des bases démocratiques et plurinationales –pouvant aboutir à une implosion du pays, pour les tenants de l'option indépendantiste québécoise, mais pas nécessairement.

En braquant notre regard sur «ce qu'on ne fêtera pas», le 150^e anniversaire du Canada peut être une occasion de ne plus se contenter d'un pays «irréel» qui a cependant un gouvernement bien réel, lui. Occasion aussi d'inviter à une refondation par le bas, qui tienne compte de la pluralité nationale et mémorielle de ce pays pour qu'il puisse devenir, pourquoi pas, une véritable confédération de nations et d'États souverains. Ce qui ne serait pas une mauvaise idée. Mais avant cela, place au réel. ©



Christian Tiffet, *Pleurs*, 2017

« Le scepticisme national qui caractérise un pays comme le Canada sert le capitalisme magnifiquement, comme bien d'autres scepticismes. Le Canada, pays ambigu, pays incertain, champ d'essai des empiriques, des pragmatiques, pays douteux, qui ne trouve pas en lui-même la force ou les raisons de s'opposer, au nom d'une valeur, à l'emprise capitaliste, est la contrée rêvée pour l'expansion de la ploutocratie. »

PIERRE VADEBONCOEUR, *L'AUTORITÉ DU PEUPLE* (1977)